

APPEL CNE Nanterre

Nous, étudiant·e·s de 35 établissements d'enseignement supérieur réun·e·s en Coordination Nationale Étudiante à Nanterre les 7 et 8 avril 2018, réaffirmons notre volonté et notre détermination à lutter contre le gouvernement Macron et ses réformes antisociales.

Depuis plusieurs semaines, nous sommes activement mobilisé·e·s contre les attaques qui pleuvent sur les universités et les lycées. Le gouvernement a décidé de détruire l'ensemble de nos conquêtes sociales et notre droit à une éducation publique, gratuite et ouverte à tou·te·s. En effet, la loi Orientation et Réussite des Étudiants vise à fermer les portes de l'université à tou·te·s ceux issu·e·s des milieux les plus précaires, institutionnalisant une véritable sélection en fonction de notre origine sociale – réelle ou supposée – et les moyens de nos parents. Dans le même temps, le gouvernement instaure la fin du bac national et prévoit une réforme des lycées qui s'inscrit dans la même logique que le Plan Étudiants. Celui-ci prévoit, outre la sélection sociale, de supprimer la compensation, les rattrapages et le redoublement afin d'adapter nos universités aux besoins du marché et de mettre en place des facs toujours plus concurrentielles et réservées aux élites. Les projets de fusion et autres grands établissements vont dans le même sens.

Le 22 mars, qui a vu 500 000 personnes de différents secteurs descendre dans la rue, a été un moment de cristallisation et d'amplification de la mobilisation dans les universités. Un nouveau cap a été franchi à la suite de cette journée de grève. Nombre de facs ont connu de grosses assemblées générales : 1000 personnes à Paris 1, plus de 2 000 à Toulouse et Montpellier, plus de 600 à Nancy ou Nantes... Face à cette mobilisation, le gouvernement a préféré condamner les blocages et les occupations plutôt que les groupes d'extrême-droite qui ont tabassé des étudiant·e·s mobilisé·e·s dans les amphithéâtres comme à Montpellier, Lille ou Strasbourg. Il a même envoyé des policiers dans nos universités pour déloger manu militari des étudiant·e·s qui se les étaient réappropriées. Ces violences sont inacceptables et nous les condamnons très fermement. C'est par la force du nombre que nous lutterons contre ces attaques, de l'extrême-droite comme du gouvernement.

Mais aujourd'hui, ce ne sont pas que les lycéen·ne·s et les étudiant·e·s qui subissent la politique pro-patronale et antisociale du gouvernement. Celui-ci attaque sur tous les fronts : en facilitant les licenciements collectifs dans le privé (comme à Carrefour), en s'attaquant aux cheminot·e·s et à l'ensemble de la fonction publique (remise en cause de la garantie de l'emploi, des conditions de travail et de l'accès aux services publics à la SNCF ou dans les hôpitaux). Il a en outre comme projet une réforme des retraites et une autre visant à restreindre l'accès au chômage.

En réponse, de nombreux secteurs sont entrés en lutte ces dernières semaines, au delà des rangs de la jeunesse : les cheminot·e·s, les personnels hospitaliers, les intérimaires sans papiers, les employé·e·s de la fonction publique, des EHPAD, d'Air France, de Pimkie, de Ford-Blanquefort, des déchetteries... Nous soutenons également les personnels du CROUS et tous autres personnels d'universités en lutte. C'est aujourd'hui une bataille globale contre la politique de ce gouvernement au service du patronat qui s'ouvre. La journée du 22 mars, mais aussi celle du 3 avril, ont posé les premiers jalons d'une convergence des luttes qui apparaît plus que jamais nécessaire face à l'offensive du gou-

vernement. Le gouvernement condamne constamment les « privilégié·e·s » de fonctionnaires, les « fainéant·e·s » de chômeurs et essaie de nous faire croire qu'il y aurait des bon·n·e·s et des mauvais·e·s, migrant·e·s. Nous devons nous opposer à ce discours. Nous condamnons la misère, la précarité et le rejet de celles et ceux dans l'urgence. Nous ne pouvons pas rester isolé·e·s, chacun·e dans notre coin. Le gouvernement nous attaque tou·te·s et ce n'est que tou·te·s ensemble en grève et dans la rue que nous pourrions imposer nos revendications. Notre réponse doit être à la hauteur des attaques : c'est par la grève générale reconductible, par le blocage total de l'économie, que nous ferons reculer Macron et le patronat. Ainsi, nous appelons à cesser toute tentative de dialogue social avec ce gouvernement qui n'entend que le rapport de force. En ce sens nous appelons à amplifier encore d'avantage la mobilisation et à faire le lien avec l'ensemble des secteurs, notamment ceux en pointe de la mobilisation, comme les cheminot·e·s, en nous joignant à leurs initiatives. C'est pourquoi la journée de grève du 9 avril à la SNCF doit s'inscrire dans cette dynamique de convergence des luttes.

Parce que le mouvement doit se doter d'une stratégie gagnante, nous appelons les AGs à réfléchir aux suites à donner, notamment concernant les mobilisations du 1^{er}, du 3, et du 5 mai qui devront être tranchées à la prochaine CNE.

Nous appelons ainsi tou·te·s les étudiant·e·s à rejoindre ou continuer la lutte et à se mettre en lien avec les autres secteurs afin de généraliser la mobilisation au-delà de l'enceinte des universités. Nous encourageons les étudiant·e·s mobilisé·e·s à s'adresser aux lycéen·ne·s pour les convaincre de se mobiliser.

Pour confirmer la dynamique ascendante dans les universités, nous appelons à se mobiliser massivement le mardi 10 avril afin d'ancrer durablement la grève sur un maximum de campus. C'est le moment de durcir le ton, comme en témoignent les nombreux blocages et occupations de ces derniers jours. La date du samedi 14 avril, en lien avec la grève des cheminots, doit être l'occasion de faire des manifestations de masse pour montrer notre détermination contre le gouvernement et montrer la légitimité du mouvement. Enfin nous appelons à nous joindre à la journée nationale de grève du 19 avril qui s'inscrit dans la continuité du 22 mars.

Nous revendiquons :

- l'abrogation de la loi ORE
- la suppression des projets de refonte des licences, de réforme du bac, de réforme du lycée et de l'apprentissage
- l'abandon des projets de fusion et autres grands établissements
- des investissements à hauteur des besoins dans l'éducation, l'enseignement supérieur et l'ensemble de la fonction publique
- un réinvestissement massif dans le service public du CROUS qui subit également des attaques libérales
- le retrait de la réforme du rail
- le retrait de la loi asile-immigration

Nous réaffirmons notre solidarité internationale avec l'ensemble des populations qui subissent les attaques incessantes des pays impérialistes.

Nous appelons à une prochaine Coordination Nationale Etudiante les 21 et 22 avril. Celle-ci se tiendra dans la première université qui proposera de l'accueillir en Assemblée Générale.